

Compte-rendu du CE du Siège

20, 21 & 22 septembre 2016



CE extraordinaire

Info 2015 phase II

Vos élus CGT

Claude Belestin, Rafaèle Bourcier, Michèle Cahin, Marc Chauvelot, Luc Deléglise, Sonia Deputier, Caroline Gindre, Philippe Goldmann, Claude Gueneau, Michela Law, Boris Muffolini, Christophe Vignal, Ghislaine Vingot

Représentant syndical:

Christian Fruchard

La direction maintient, mais repousse à juillet 2017, après les élections, la fusion des services politiques de France 2 et France 3.

Le déménagement des deux services et leur regroupement côté France 3 sont néanmoins maintenus et ne donneront pas lieu à une nouvelle consultation, de même que les autres mouvements : éditions, documentation, vidéothèque, infographie, etc.

A l'unanimité, les élus du CE siège se sont prononcés contre la phase II du projet info 2015 qui éclate les rédactions. Ils ont suivi l'avis négatif du CHSCT ([lire ici](#)) qui a mis en avant les risques pour les personnels à la lumière des dérives constatées dans la phase I : intensification de la charge de travail, amplitudes ho-raires, comportements managériaux.

Les élus CGT ont relayé les dérives et risques relevés par le rapport du cabinet CEDAET ([lire ici](#)), mandaté par le CHSCT : malaise à l'infographie, chez les assistantes des éditions et des services. Autoritarisme, caporalisation et "climat de peur" à France 2, éloignement physique et perte de sentiment d'appartenance à une rédaction à France 3, horaires démentiels (50 heures par semaine) etc.

CE ordinaire des 20,21 & 22 septembre 2016

Information/Consultation sur le projet d'évolution de l'organisation du Centre de Diffusion et d'Échanges Phase 1 France 2 et France 4

Lancé il y a 5 ans, le nouveau CDE (centre de diffusion et d'échanges) chargé de la vérification, de la numérisation et de la diffusion des programmes des antennes nationales, va entrer en fonction à la fin de l'année, avec plusieurs années de retard.

Situé au 5^{ème} étage de l'immeuble de FTV, il remplacera l'actuelle régie fi-

nale située au 3^{ème} étage. La phase 1 concerne la diffusion de France 2 et France 4, la phase 2 France 3 et France 5 depuis Varet.

Les élus ont souligné les dysfonctionnements techniques, les bugs, la surcharge de travail, en particulier à la vérification. En cause, la volonté de la direction des programmes de France 4 de numériser la

totalité de ses programmes (plus de 7000 médias) au moment de la bascule.

Exigence excessive alors qu'avec un minimum d'anticipation un lissage de l'activité est tout à fait possible. Jean Marc Philbert l'a admis et a annoncé qu'on viserait la numérisation de 50 % des programmes d'ici le lancement et 100 % d'ici la fin de l'année.

Information/Consultation sur l'évolution des tableaux de service à la Fabrication

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. La Cgc a désigné comme expert un salarié qui est venu lourdement soutenir le projet de la direction de jumeler la fabrication d'*Actuality* avec le *Soir 3* pour pouvoir ainsi bénéficier de l'Avenant 4 (compensation du travail de nuit et des week-ends). Il est allé jusqu'à prétendre que les élus n'avaient pas à être consultés ! Ben tiens...

Cette décision aurait pour conséquence de casser les organisations du travail des

équipes de l'ex pôle France 3 qui se voient déjà imposer de former en doublure les techniciens supposés les remplacer. L'impact de ces changements aurait des conséquences pour l'ensemble des techniciens qui verraient baisser leur rémunération de façon drastique.

Si la mutualisation des équipes est un objectif louable, force est de constater que la direction a toujours joué les uns contre les autres, rendant la situation explosive et porteuse de

risques psycho-sociaux. Ajoutons que la pérennité d'*Actuality* n'est absolument pas garantie (3 % d'audience !).

Il serait totalement immoral que cette démarche aboutisse à priver les techniciens de l'ex Unité de Fabrication de France 3 du bénéfice de l'Avenant 4 pour lequel ils ont mené 18 jours de grève en 2013 et engagé une action juridique de longue haleine.

Information/Consultation sur le projet d'évolution de l'organisation de FTVEN (France Télévisions Editions Numériques)

A la faveur d'une réorganisation (deux postes transfé-

rés pour travailler sur l'innovation, la création de

nouvelles applis... et un demi poste qui se partagera

entre l'info et FTVEN dans le domaine de la prospective). M. Bonnard est venu expliquer que le rôle de FTVEN est de rendre visible sur Internet les produits de FTV.

Il a aussi précisé qu'à terme, l'ensemble des salariés de FTV devraient être capables d'utiliser Internet.

Devant l'ampleur du chantier et l'énorme charge de travail, il a choisi de réduire le périmètre d'intervention à l'info, Pluzz et aux plate-

formes jeunesse qui sont les plus demandées.

Il a insisté sur le fait que son objectif est d'amener les salariés de FTVEN à (re)trouver du plaisir dans leur métier.

Les élus CGT veilleront à vérifier dans le temps si cela perdure une fois passée l'euphorie des premiers mois !

FTVEN présente sur le web des contenus qui viennent parfois de «sites partenaires», ces échanges don-

nent aussi à nos antennes une visibilité sur ces sites et concourent ainsi à mieux exposer les sites de FTV dans les moteurs de recherche.

Les meilleures audiences sur le web sont actuellement *Cash Investigation* (l'émission sur le jambon fait un carton), *Thalassa* et les *J.O.* qui ont permis d'attirer de jeunes téléspectateurs vers nos antennes.

Plans de charge MFTV, de Vaise et de Malakoff au 30/06/16

MFTV

La Grande Librairie a été ré-internalisée à Valin. A Saint-Cloud, *Toute une histoire* et *Ce soir ou jamais* ont été arrêtées.

Des questions sont posées sur les moyens dégagés pour franceinfo:.

M. Chaïbi reconnaît que la fabrication a été beaucoup sollicitée.

La CGT intervient sur les équipes légères, le plateau et la régie Horace Vernet (France 5), la fabrication décors, le mixage et la baisse d'activité en montage production.

Plusieurs départs en retraite ou longue maladie n'ont pas été compensés.

FTR Vaise

Les équipes ont été mobilisées pour contribuer à franceinfo:

Elles ont travaillé en amont pour que cette collaboration n'ampute pas les missions.

Des modifications ont été apportées à l'antenne.

D'après la direction, une projection financière a été faite pour faire tenir le projet dans le budget sans impacter les salariés.

Certaines demandes pour franceinfo: n'ont pas pu être prises en compte faute de moyens.

Malakoff

Pas de ré-internalisation au second trimestre 2016 et quasiment aucune nouvelle production tournée dans ses studios.

Pour la CGT la baisse d'activité est alarmante.

D'après le chef de centre, ceci est dû à la rentrée tardive des grilles de programmes.

La suppression du JT info midi sur France Ô depuis cet été n'augure pas d'amélioration. L'abandon de cette édition va entraîner une plus grande précarisation voire une mise en danger des emplois de scriptes et opératrices d'habillage.

Ces personnels restent toujours dans l'attente d'une solution pérenne pour leur avenir professionnel et dans l'intervalle sont planifiées "en disponibilité".

De même le plan de charge de la radio s'est vu réduit à peau de chagrin après l'arrêt de la matinale et une forte diminution des reportages.

Information/Consultation sur l'orientation du plan de formation 2017

La direction a précisé que, malgré la perte de plus de 500 000 € de subventions (150 000 € sur le plan de branche et 360 000 € de l'AFDAS) due à la réforme sur la formation continue, FTV a dépassé ses obligations légales (passées de 1,6 % à 1 % de la masse salariale) en matière de financement de la formation.

Elle a en revanche admis que ce budget pourrait être mieux géré et permettre une meilleure réponse aux besoins en formation de l'entreprise.

Selon la commission, le plan d'orientation à 3 ans exigé par la loi, présente une cohérence qui n'était pas toujours de mise les années précédentes.

La direction a expliqué que l'utilisation des outils numériques change les relations entre les salariés et oblige à trouver comment conserver le rôle de «trait d'union» de certains métiers, tel celui des assistantes par exemple, qui peuvent être squeezées par des échanges de mails quand elles ne sont pas en copie...

Comme chaque année, les élus ont soulevé l'épineuse question de la non-tenu des entretiens annuels sur la base desquels le plan de formation est défini...

La direction a botté en touche en répondant qu'elle avait besoin des évaluations post-formation des salariés pour améliorer la qualité et l'offre de formation.

Les élus CGT ont demandé que l'on organise à nouveau des formations aux premiers secours.

Les élus ont émis un avis favorable.

Information/Consultation sur le bilan formation 2016 au 30/06/16

Les formations pour franceinfo: ont commencé en juin.

D'après la direction, on n'a pas encore de vision globale pour l'instant.

On aura besoin de retour d'expériences, des entretiens auront lieu d'ici fin septembre et on sera en mesure d'engager ensuite un plan d'action.

La CGT revient sur l'accès à la formation des JRI, des problèmes posés par la planification.

Information sur l'organisation du Médialab

Le Medialab est une petite structure de "recherche et développement" en charge de la prospective et du suivi de l'évolution des médias: nouveaux usages, nouvelles techniques, utili-

sation de Twitter, Facebook live, Instagram ...

Sous la direction d'Eric Scherer, elle intervient auprès des rédactions pour sensibiliser les journalistes à ces évolutions.

Le Médialab s'est installé sous la yourte, dans l'atrium de France 3.

La conférence de rédaction qui s'y tenait encore il y a peu, ne réintègrera pas cet espace.

Information sur les bureaux France 2 à l'étranger

Suite à la fermeture en catimini du bureau de Dakar, le CE a demandé un point sur la présence de FTV à

l'étranger. La direction confirme sa volonté de se désengager pour des raisons financières.

A Dakar, un journaliste de la rédaction de France 2 a démissionné pour prendre la tête d'une nouvelle struc-

ture, en montant sa boîte de production...

Cette externalisation pose de nombreuses questions éditoriales et juridiques. Quelle garantie d'indépendance éditoriale ? Quid des risques de marchandage ? De la responsabilité du donneur d'ordre ? Du respect des horaires ? Des droits d'auteur ? Les élus demandent une consultation sur cette externalisation.

Rio, New Dehli, Sydney fonctionnent plus ou moins sur ce modèle low cost.

La CGT a soulevé la question de la maîtrise éditoriale d'un journaliste placé dans une situation de client-fournisseur.

Se pose aussi la question de la protection et de la couverture sociale du prestataire et de ses collaborateurs locaux.

La direction s'est engagée à maintenir les 8 bureaux actuels (Washington, Moscou, Pékin, Jérusalem, Londres, Berlin, Rome et Bruxelles).

Dans la plupart de ces bureaux, même en Europe, à l'exception du correspondant, les autres collaborateurs sont des contrats locaux y compris les JRI et les monteuses.

Information sur l'évolution au sein de la Direction des Reportages et Moyens

La direction indique qu'une vacation a été ajoutée (commençant à 6h00).

Le planning semble avoir été revu à la marge par un redéploiement des vacations.

Selon la direction l'organisation du travail est

la même avec des amplitudes identiques.

L'expérience n'est pas figée car chaque actu apporte son lot d'enrichissement (exemple des « Chirac »).

La direction confirme que des formations vont être mises en place pour suivre

les évolutions rapides des matériels.

Les postes vacants vont être mis en consultations d'ici octobre.

Un poste de «suivi de trafic» devrait voir le jour pour trouver un équilibre entre le côté éditorial et technique.

Paris, Malakoff, Issy-les-Moulineaux, Vaise, 27 septembre 2016

Prochain CE :
17 & 18 octobre 2016

D'ici là, vos élus CGT se tiennent à votre disposition

CGT France télévisions Siège
Bureau A210
7 Esplanade Henri de France
75907 Paris cedex 15
cgt.siege@francetv.fr
01.56.22.47.04